



Procès-Verbal du Comité syndical Autolib' et Velib' Métropole (Socle commun)

Séance du 19 octobre 2020

Le 19 octobre deux mille vingt, à 9h30, le Comité, dûment convoqué le 13 octobre 2020, s'est réuni, Mairie du 10^e arrondissement de Paris, 72 rue du Faubourg Saint-Martin, 75010 Paris, sous la présidence de Monsieur Sylvain Raifaud.

Nombre de délégués en exercice : 107

Nombre de délégués présents ou représentés : 60 dont 14 représentés

Étaient présents :

Titulaires :

Frédéric Sitbon (Asnières-sur-Seine), Zahia Bouzidi (Aubervilliers), Matthieu Tellier (Aulnay-sous-Bois), Bruno Tudor (Bagneux), Samuel Besnard (Cachan), Marie-Hélène Magne (Charenton-le-Pont), Andy Kangoud (Châtillon), Marius Tchendjou (Epinay-sur-Seine), Mohamed Houcini (Fontenay-aux-Roses), Christophe Bernier (Gennevilliers), Clément Pecqueux (Ivry-sur-Seine), Laura Manach (Joinville-le-Pont), Geneviève Gaillabaud (La Garenne-Colombes), Marc Frot (Le Plessis-Trévise), Sophie Deschiens (Levallois-Perret), Alexandrine Mounier (Nanterre), Florent Lacaille-Albiges (Noisy-le-Sec), Pierrick Amella (Pantin), Sylvain Raifaud (Paris), François Vauglin (Paris), Julie Lefebvre (Romainville), Patrick Leroy (Rungis), Christophe Piercy (Saint-Denis), Tiffany Culang (Saint-Mandé), Philippe Cipriano (Saint-Maur-des-Fossés), Sabrina Decanton (Saint-Ouen), Patrice Pattée (Sceaux), Thierry Duboc (Villejuif), Robin Louvigné (Vincennes), Alain Schumacher (Grand Paris Grand Est), Mickaël Rigault (Grand Paris Grand Est), Patricia Vavassori (Grand Paris Grand Est), David Daoulas (Grand Paris Seine Ouest), Pascal Flamant (Grand Paris Seine Ouest), Yann Wehring (Région Ile de France) ;

Suppléants avec voix délibératives :

Jacques Grill (Arcueil), Pierre Crosnier Leconte (Bois-Colombes), Tristan Legendre (Bourg-la-Reine), Sylvie Meline (Créteil), Linda Lavoix (Enghien-les-Bains), François Carteau (Gentilly), Sidi Chiakh (Le Kremlin-Bicêtre), Clauthilde Choffrut (Le Pré-Saint-Gervais), Thibault Simeoni (Maisons-Alfort), Jean-Pierre Barnaud (MGP), Djenaba Keita (MGP) ;

Excusés ayant donné pouvoir :

Luc Carvounas (Alfortville) donne pouvoir à S. Meline, Yann Viguie (Champigny-sur-Marne) donne pouvoir à L. Manach, Patrice Pinard (Clichy-la-Garenne) donne pouvoir à F. Sitbon, Leopold Michallet (Colombes) donne pouvoir à C. Bernier, Marc Brunet (Fontenay-sous-Bois) donne pouvoir à C. Pecqueux, Gabriel Galiotto (Le Blanc Mesnil) donne pouvoir à Z. Bouzidi, Christophe Paquis (Les Lilas) donne pouvoir à P. Amella, Olivier Stern (Montreuil) donne pouvoir à C. Piercy, Jean-Marie Ballet (Puteaux) donne pouvoir à P. Crosnier Leconte, Frédéric Sgard (Rueil-Malmaison) donne pouvoir à F. Sitbon, Antoine Piroli (Grand Paris Grand Est) donne pouvoir à P.

Vavassori, Florence de Pampelonne (Grand Paris Seine Ouest) donne pouvoir à D. Daoulas, Bernard Roche (Grand Paris Seine Ouest) donne pouvoir à P. Flamant, Thierry Siouffi (Grand Paris Seine Ouest) donne pouvoir à B.-P. Galey, Isabelle Debré (CD 92) donne pouvoir à S. Deschiens ;

Arrivés en cours de séance :

Bertrand-Pierre Galey (Grand Paris Seine Ouest), Ibrahima Traoré (CD 94) ;

Départs en cours de séance :

Christophe Bernier (Gennevilliers), Marc Frot (Le Plessis Trévisé), Thierry Duboc (Villejuif) ;

Excusés :

Hervé de Compiègne (Courbevoie), Marie-Laure Majou (Le Chesnay-Rocquencourt), Capucine du Sartel (Saint-Cloud), Nicolas Moreau (Vaucresson), Emmanuelle Rassaby (Villeneuve-la-Garenne), Pierre Dubarry de la Salle (Grand Paris Seine Ouest).

Assistaient également à la séance :

Mmes Ghislaine Geffroy, directrice du Syndicat, Marthe Ozbolt, directrice de la communication et du marketing, Nathalie Couram responsable RH et administration générale, Marine Thépot référente RH, MM. Hugues Celier, Directeur des techniques, Malik Salemkour, directeur juridique et de la commande publique, Florent Texier, Directeur des finances et Pierre Rapeau, référent des instances.

Ordre du jour :

1. Approbation du procès-verbal (**Autolib' et Velib' socle commun**) de la séance du 10 juin 2020
2. Approbation du procès-verbal (**Autolib' et Velib' socle commun**) de la séance du 2 octobre 2020
3. Délibérations :
 - Élection du/de la 14^e vice-président·e
 - Montant des indemnités des élu.e.s
 - Fixation du nombre et élection des membres du Bureau
 - Principe d'élection des membres de la CAO
 - Élection des membres de la CAO
 - Désignation des membres à la CCSPL
 - Désignation de représentation au GIP Maximilien
 - *Communication du rapport définitif de la Chambre Régionale des Comptes relatif au contrôle des comptes et à la gestion des exercices 2011 et suivants du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole
 - *Communication du rapport définitif de la Chambre Régionale des Comptes relatif au contrôle des comptes et à la gestion des exercices 2011 et suivants de la société Autolib'
4. Points divers

Le Président a ouvert la séance à 09 heures 40 et a constaté que la condition de quorum était remplie.

Mme Geneviève Gaillabaud est désignée secrétaire de séance.

1. Approbation du procès-verbal (**Autolib' et Velib' socle commun**) de la séance du 10 juin 2020

Le Président s'enquiert d'éventuels commentaires concernant le procès-verbal.

En l'absence d'observation, le procès-verbal du Comité syndical de la séance du 10 juin 2020 à distance est adopté à l'unanimité.

2. Approbation du procès-verbal (**Autolib' et Velib' socle commun**) de la séance du 2 octobre 2020

Le Président s'enquiert d'éventuels commentaires concernant le procès-verbal.

En l'absence d'observation, le procès-verbal du Comité syndical de la séance du 2 octobre 2020 est adopté à l'unanimité.

3. Délibérations :

- Élection du/de la 14^e vice-président·e (2020 19)

Le Président indique qu'il n'a pas été possible d'élire le vice-président représentant le territoire de Grand Paris Grand Est à la précédente séance faute de réception de ses représentants dans les délais. Il propose d'effectuer l'élection ce jour pour le poste de 14^e vice-président du Syndicat. Il donne la parole aux membres et procède à l'appel des candidatures.

Seule Madame Patricia Vavassori est candidate.

En l'absence d'intervention, **Le Président** invite les membres à voter.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1 : PROCÈDE à l'élection du/de la **quatorzième vice-président·e** :

Seule est candidate à ce poste : Madame Patricia Vavassori
Nombre de votants : 62 Dont 14 pouvoirs = 2 527,678 voix,
Suffrages exprimés : 2 517,678 voix, Abstentions : 4 voix, Nuls : 6 voix,
Majorité absolue : 1 259,839 voix ;

Madame Patricia Vavassori a obtenu 2 517,678 voix.

Madame Patricia Vavassori, ayant obtenu la majorité absolue au premier tour de scrutin, est proclamée 14^e vice-présidente.

- Montant des indemnités des élu.e.s (2020 20)

Le Président propose de reconduire le montant des indemnités des élus tel qu'il a été fixé lors de la précédente mandature.
Il donne la parole aux membres.

Philippe Cipriano (Saint-Maur-des-Fossés) questionne afin de connaître le montant des indemnités.

Le Président lui indique que pour le Président, les indemnités s'élèvent à 682,20 € bruts et 318,15 € bruts pour les vice-présidents.

En l'absence d'intervention supplémentaire, **le Président** soumet la délibération aux membres.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1 : FIXE, le montant des indemnités de fonctions du Président et des vice-président.e.s aux taux suivants :

Indemnité du Président : 17,54 % de l'indice brut 1027

Indemnité par vice-président.e : 8,18 % de l'indice brut 1027

Article 2 : DECIDE de verser les indemnités mensuellement et de les revaloriser en fonction de l'indice brut terminal et le cas échéant de l'évolution du point d'indice.

DIT que la dépense correspondante sera imputée sur les crédits prévus à cet effet au budget, chapitre 65.

Pour (2531,303) : Alfortville (14), Arcueil (9), Asnières-sur-Seine (23), Aubervilliers (14), Aulnay-sous-Bois (8), Bagneux (14), Bois-Colombes (4), Bourg-la-Reine (5), Cachan (11), Champigny-sur-Marne (10), Charenton-le-Pont (6), Châtillon (7), Colombes (23), Créteil (20), Clichy-la-Garenne (18), Enghien-les-Bains (2), Epinay-sur-Seine (4), Fontenay-sous-Bois (15), Fontenay-aux-Roses (9), Gennevilliers (14), Gentilly (4), Ivry-sur-Seine (18), Joinville-le-Pont (5), La Garenne-Colombes (12), Le Blanc-Mesnil (1), Le Kremlin-Bicêtre (6), Le Plessis-Trévise (2), Le Pré-Saint-Gervais (4), Les Lilas (7), Levallois-Perret (21), Maisons-Alfort (10), Montreuil (35), Nanterre (41), Noisy-le-Sec (5), Pantin (24), Paris (Sylvain Raifaud) (805,5), Paris (François Vauglin) (805,5), Puteaux (6), Romainville (6), Rueil-Malmaison (26), Rungis (3), Saint-Denis (18), Saint-Mandé (9), Saint-Ouen (11), Sceaux (8), Villejuif (21), Vincennes (14), Grand Paris Grand Est (Alain Schumacher) (2,857), Grand Paris Grand Est (Mickaël Rigault) (2,857), Grand Paris Grand Est (Patricia Vavassori) (2,857), Grand Paris Grand Est (Antoine Pirolli) (2,857), Grand Paris Seine Ouest (Thierry Siouffi) (15,375), Grand Paris Seine Ouest (Florence de Pampelonne) (15,375), Grand Paris Seine Ouest (Bernard Roche) (15,375), Grand Paris Seine Ouest (Bertrand-Pierre Galey) (15,375), Grand Paris Seine Ouest (David Daoulas) (15,375), Grand Paris Seine Ouest (Pascal Flamant) (15,375), Département des Hauts-de-Seine (1), Département du Val-de-Marne (2), Métropole du Grand Paris (Jean-Pierre Barnaud) (101), Métropole du Grand Paris (Djenaba Keita) (101), Région Ile de France (80) ;
Contre (0) : - ;
Abstention (2) : St Maur des Fossés (2).

- Fixation du nombre et élection des membres du Bureau (2020 21)

Le Président indique que cette délibération a été reportée lors du dernier Comité syndical, faute de quorum. 4 candidatures ont été reçues : Madame Sonia Airouche, Monsieur Christophe Bernier, Madame Sabrina Decanton et Madame Laura Manach. Il propose alors que le nombre de membres du Bureau supplémentaires soit porté à 4 postes.

Il donne la parole aux membres.

Mohamed Houcini (Fontenay-aux-Roses) propose la création d'un cinquième poste au Bureau syndical auquel il se porterait candidat. Il indique que si sous l'ancienne mandature, il semble que la commune ait pu faire partie d'un contentieux face au Syndicat, le travail est fait avec les avocats pour s'en retirer. Il souhaite, au nom de sa commune, travailler pour assurer une dynamique au service Velib' Métropole.

Matthieu Tellier (Aulnay-sous-Bois) questionne le Président concernant la composition souhaitée du Bureau syndical.

Le Président indique que les vice-présidents sont membres de droit du Bureau et qu'il a été souhaité de conserver une continuité avec les anciens membres en position de pouvoir représenter leur territoire. Il y a un déséquilibre paritaire au niveau des vice-présidents qu'il est souhaitable de rééquilibrer avec l'élection à venir des membres du Bureau.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1 : DECIDE, de fixer à 19 le nombre des membres du bureau, le Président et les vice-président.e.s étant membres de droit.

Pour – 4 places supplémentaires – (2 248,821 voix) : Arcueil (9), Asnières-sur-Seine (23), Aubervilliers (14), Aulnay-sous-Bois (8), Bagneux (14), Bois-Colombes (4), Cachan (11), Champigny sur Marne (10), Charenton-le-Pont (6), Chatillon (7), Clichy la Garenne (18), Colombes (23), Epinay sur Seine (4), Fontenay-sous-Bois (15), Gennevilliers (14), Gentilly (4), Ivry-sur-Seine (18), Joinville-le-Pont (5), La Garenne-Colombes (12), Le Blanc-Mesnil (1), Le Kremlin Bicêtre (6), Le Pré Saint-Gervais (4), Les Lilas (7), Levallois-Perret (21), Maisons-Alfort (10), Montreuil (35), Noisy-le-Sec (5), Pantin (24), Paris (François Vauglin) (805,5), Paris (Sylvain Raifaud) (805,5), Puteaux (6), Romainville (6), Rueil-Malmaison (26), Rungis (3), Saint-Denis (18), Saint-Mandé (9), Saint-Maur des Fossés (2), Saint-Ouen (11), Sceaux (8), Vincennes (14), Grand Paris Grand Est (Mickaël Rigault) (2,857), Grand Paris Grand Est (Patricia Vavassori) (2,857), Grand Paris Grand Est (Antoine Pirolli) (2,857), Grand Paris Seine Ouest (David Daoulas) (15,375), Grand Paris Seine Ouest (Florence de Pampelonne) (15,375), Grand Paris Seine Ouest (Bernard Roche) (15,375), Grand Paris Seine Ouest (Pascal Flamant) (15,375), Grand Paris Seine Ouest (Thierry Siouffi) (15,375), Grand Paris Seine Ouest (Bertrand-Pierre Galey) (15,375), Département des Hauts-de-Seine (1), Métropole du Grand Paris (Djenaba Keita) (101); Contre (220,857) : Alfortville (14), Bourg-la-Reine (5), Créteil (20), Fontenay-aux-Roses (9), Le Plessis-Trévise (2), Nanterre (41), Rueil-Malmaison (26), Grand Paris Grand Est (Alain Schumacher) (2,857), Métropole du Grand Paris (Jean-Pierre Barnaud) (101); Abstention (105 voix) : Enghien-les-Bains (2), Villejuif (21), Val de Marne (2), Région Ile-de-France (80).

Le Président donne la parole aux membres.

Mohamed Houcini (Fontenay-aux-Roses) présente sa déception en tant que jeune élu de voir le Bureau ne s'ouvrir qu'à 4 places supplémentaires. Cependant, ses convictions restent les mêmes et il continuera de les porter au Syndicat.

Article 2 : PROCÈDE à l'élection de 4 membres :

Sont candidats :

Madame Sonia Airouche,

Nombre de votants : 62 dont 14 pouvoirs = 2 527,678 voix,

Suffrages exprimés : 2 527,678 voix,

Majorité absolue : 1 264,839 voix,

Madame Sonia Airouche, ayant obtenu 2 527,678 voix, est élue membre du bureau.

Monsieur Christophe Bernier,

Nombre de votants : 62 dont 14 pouvoirs = 2 527,678 voix,

Suffrages exprimés : 2 527,678 voix,

Majorité absolue : 1 264,839 voix,

Monsieur Christophe Bernier, ayant obtenu 2 527,678 voix, est élu membre du bureau.

Madame Sabrina Decanton,

Nombre de votants : 62 dont 14 pouvoirs = 2 527,678 voix,

Suffrages exprimés : 2 527,678 voix,

Majorité absolue : 1 264,839 voix,

Madame Sabrina Decanton, ayant obtenu 2 527,678 voix, est élue membre du bureau.

Madame Laura Manach,
Nombre de votants : 62 dont 14 pouvoirs = 2 527,678 voix,
Suffrages exprimés : 2 527,678 voix,
Majorité absolue : 1 264,839 voix,

Madame Laura Manach, ayant obtenu 2 527,678 voix, est élue membre du bureau.

- Principe d'élection des membres de la CAO (2020 22)

Le Président indique que cette délibération a pour but l'approbation du principe de l'élection des membres de la CAO.

Il donne la parole à Madame Ghislaine Geffroy.

Ghislaine Geffroy (Directrice du Syndicat) indique que la CAO est indispensable pour tout nouveau marché ou avenant supérieur à 5% du coût du marché. Elle pourrait être amenée à se réunir au cours de la mandature pour la gestion courante des contrats.

Le Président donne la parole aux membres.

En l'absence d'intervention, **le Président** soumet la délibération aux membres.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, **DECIDE** à l'unanimité :

Article 1 : D'organiser, lors de la séance de l'assemblée délibérante du 19 octobre 2020, l'élection des membres titulaires et suppléants de la commission d'appel d'offres visée à l'article L.1414-2 du Code général des collectivités territoriales qui sera appelée à retenir le titulaire pour les marchés publics passés selon une procédure formalisée dont la valeur estimée hors taxe prise individuellement est égale ou supérieure aux seuils européens qui figurent en annexe du Code de la commande publique.

Article 2 : Cette commission sera composée conformément aux dispositions de l'article L. 1411-5 II a) du Code général des collectivités territoriales.

Article 3 : Cette commission d'appel d'offres sera compétente pour toute attribution de tous les marchés publics passés selon une procédure formalisée dont la valeur estimée hors taxe prise individuellement est égale ou supérieure aux seuils européens qui figurent en annexe du Code de la commande publique du Syndicat et pour donner son avis sur tout projet avenant à un marché public entraînant une augmentation du montant global du marché public supérieure à 5% sauf lorsque ces avenants concernent des marchés publics qui ne sont pas soumis à la commission d'appel d'offres.

Article 4 : Les membres de l'assemblée délibérante qui souhaiteront être membres élus pourront, jusqu'au début du vote, présenter leur candidature. Une présentation de candidature pourra aussi être faite par courrier, reçu au plus tard au début de l'ouverture de ce point de l'ordre du jour lors de cette séance de l'assemblée délibérante. Les candidatures seront présentées sous la forme de listes non fermées.

Article 5 : Chaque liste de candidats pourra présenter des observations orales avant le vote, lequel sera effectué au scrutin secret de liste à un tour avec une représentation à la proportionnelle.

Article 6 : Dans ces conditions, il sera procédé à l'élection des 5 membres titulaires et des 5 membres suppléants de la commission d'appel d'offres.

- Élection des membres de la CAO (2020 23)

Le Président présente la liste composée avec les membres du Bureau syndical.
Il appelle à candidature d'autres listes et donne la parole aux membres.

En l'absence d'intervention supplémentaire, **le Président** invite les membres à voter.

Suffrages exprimés : 2 527,678 voix,
Majorité absolue : 1 264,839 voix
Pour : 2 527,678 voix

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Article 1 : DESIGNE en conséquence pour siéger à la Commission d'Appel d'Offres prévue par l'article L.1414-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, les membres suivants :

TITULAIRES

- 1 – Patrick Ollier
- 2 – François Vauglin
- 3 – Patrice Pattée
- 4 – Geneviève Gaillabaud
- 5 – Christophe Bernier

SUPPLEANTS

- 1 – Christophe Piercy
- 2 – Samuel Besnard
- 3 – Bertrand-Pierre Galey
- 4 – Marie-Hélène Magne
- 5 – Frédéric Sitbon

- Désignation des membres à la CCSPL (2020 24)

Le Président présente la liste composée avec les membres du Bureau syndical. Cette commission consultative est amenée à se réunir tous les ans pour contrôler l'activité de la régie Velib'.

Il appelle à candidature d'autres listes et donne la parole aux membres.

En l'absence d'intervention supplémentaire, **le Président** invite les membres à voter.

Suffrages exprimés : 2 527,678 voix,
Majorité absolue : 1 264,839 voix
Pour : 2 527,678 voix

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

DESIGNE les membres suivants pour siéger à la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL), présidée de droit par le Président du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole :

TITULAIRES

- 1 – Patrick Ollier
- 2 – François Vauglin
- 3 – Patrice Pattée
- 4 – Geneviève Gaillabaud
- 5 – Christophe Bernier

SUPPLEANTS

- 1 – Christophe Piercy
- 2 – Samuel Besnard
- 3 – Bertrand-Pierre Galey
- 4 – Marie-Hélène Magne
- 5 – Frédéric Sitbon

- Désignation de représentation au GIP Maximilien (2020 25)

Le Président indique qu'il ne peut être le représentant du Syndicat au GIP Maximilien, une plateforme régionale de gestion des marchés publics. Il a reçu la candidature de M. Christophe Bernier.

Il appelle à candidature et donne la parole aux membres.

En l'absence d'intervention supplémentaire, **le Président** invite les membres à voter.

Suffrages exprimés : 2 527,678 voix,
Majorité absolue : 1 264,839 voix
Pour : 2 527,678 voix

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

DESIGNE Monsieur Christophe Bernier, représentant du Syndicat au groupement d'intérêt public MAXIMILIEN.

- Communication du rapport définitif de la Chambre Régionale des Comptes relatif au contrôle des comptes et à la gestion des exercices 2011 et suivants du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole (2020 26)

Le Président présente l'importance des rapports de la CRC reconnaissant le travail effectué par le Syndicat. Il donne la parole à Madame Ghislaine Geffroy.

Ghislaine Geffroy (Directrice du Syndicat) présente les contrôles de la CRC qui ont eu lieu en 2018 sur les années 2011 et suivantes : un concernait l'action du Syndicat et un autre la gestion du délégataire, la société Autolib'.

Concernant celui sur le Syndicat, le rapport balaye l'ensemble des conditions dans lesquelles la gestion a été faite.

Trois points sont relevés :

- La CRC considère que la compétence Velib' pourrait être celle d'IDF Mobilité :
 - o Ce point avait fait l'objet en 2017 d'une discussion entre le Syndicat et la région Ile-de-France, en particulier pour la location de vélo en grande couronne. Le STIF avait délibéré la même année en indiquant qu'il était favorable au développement de Velib' par le Syndicat Mixte Autolib' et qu'ils allaient développer eux un service de location de longue durée de vélos, le futur Veligo. Cette délibération rappelait que les deux services sont complémentaires et ne proposent pas la même offre aux Franciliens.
- Les statuts du Syndicat ne reflètent plus sa compétence principalement exercée :
 - o Le travail sur les statuts est prévu dans les prochains mois ;
- Des questions sur la gestion des recettes usagers Velib', c'est-à-dire que le prestataire reçoit les recettes et les reverse au budget autonome de la régie Velib' :
 - o Sans rentrer dans les détails, les services de l'État ne sont pas d'accord entre eux et la position du Syndicat a été validée par la Direction Générale des Finances Publiques.

Elle revient sur le rapport concernant la société Autolib'. Ce rapport sera transmis au juge administratif en charge du contentieux entre la société Autolib' et le Syndicat. Ce rapport pointe

à plusieurs reprises une politique commerciale incohérente et des dépenses non maîtrisées et injustifiées dont une bonne part effectuée par des filiales de la société Bolloré. Les magistrats soulignent leur difficulté afin d'obtenir documents et études de la société Autolib'. Ils déclinent de nombreuses défaillances qui ont pu être pointées par le Syndicat lors de la gestion de la DSP.

Le Président donne la parole aux membres.

Christophe Bernier (Gennevilliers) précise que les débats aujourd'hui sont publics et publiés au procès-verbal. Il invite les membres à faire preuve de vigilance. Il salue aussi le travail des équipes du Syndicat, que cela soit sur sa gestion ou les réponses apportées aux magistrats de la Chambre Régionale des Comptes. Il indique que les principaux points relevés pour sa part viennent du rapport concernant la société Autolib' avec des manquements lourds. Il va être important de travailler sur la stratégie du Syndicat dans les différentes phases contentieuses à venir en possession de ces rapports.

Patrice Pattée (Sceaux) met en avant la chance pour les nouveaux élus membres du Comité syndicat d'avoir à leur disposition ces rapports qui reflètent son histoire depuis l'origine. Il remercie aussi le travail des magistrats.

Sur le service Autolib', on peut s'interroger sur le modèle du service mais sa disparition a pénalisé de nombreux métropolitains. Bien qu'il fût nécessaire d'arrêter subitement le service, il est possible de s'interroger sur l'importance de ce service public alors, qu'à ce jour, les solutions de remplacements sont plurielles. Il regrette que ce service fût confié à une entreprise qui n'a pas pris en mesure l'importance de leur mission et qui n'a pas su s'adapter à son évolution. Il y a un manque à ce jour.

Linda Lavoix (Enghien-les-Bains) s'interroge sur la page 22 du rapport de la CRC concernant la gestion du Syndicat Autolib' et Velib' Métropole où il est indiqué que les membres qui ont quitté le Syndicat avant la résiliation de la DSP ne sont pas tenus de contribuer aux frais de résiliation. Elle souhaiterait obtenir des éclaircissements à ce sujet.

Mohamed Houcini (Fontenay-aux-Roses) souhaite savoir lorsqu'une borne Autolib' est abîmée, s'il est possible pour la commune membre d'intervenir dessus alors que le matériel ne leur appartient pas.

Bertrand-Pierre Galey (Grand Paris Seine Ouest) rappelle que les rapports de la CRC seront publics et qu'il serait nécessaire que les débats du Comité soient cohérents avec leur contenu. Il indique que les rapports de la CRC ne sont positifs ni pour la société Autolib', ni pour la gestion du Syndicat. Il met en avant une partie du rapport « Les faiblesses de gouvernance du Syndicat ont nui à sa fonction de maître d'ouvrage, particulièrement en situation de crise ». Le Syndicat devrait tirer les conséquences de ces rapports et s'interroger sur la manière d'être un maître d'ouvrage plus vigilant qu'il ne l'a été vis-à-vis d'Autolib'. Il rappelle la solidarité des membres envers la dette de la DSP. La CRC évoque aussi l'interrogation vis-à-vis de la région pour la compétence de location de vélos : il est sans doute vrai que le STIF était d'accord pour que le Syndicat continue d'exercer cette activité, mais néanmoins la CRC ne semble pas se satisfaire de cet argument au regard de la législation. Il se dit conscient qu'il n'est pas possible d'appliquer toutes les recommandations des rapports de la CRC, cependant, il ne faut pas considérer ces rapports comme un blanc-seing donné à la gestion du Syndicat.

Djenaba Keita (Métropole du Grand Paris) insiste sur l'importance dans le cadre des marchés à considérer l'argent public et le devoir de contrôle des dépenses. Elle ne considère pas les rapports de la CRC comme une fin en soi mais la nouvelle mandature doit se servir de ces rapports afin de tracer les perspectives à venir.

Sophie Deschiens (Levallois-Perret) souhaite indiquer que les syndicats d'énergie franciliens travaillent sur les solutions afin d'exploiter les bornes Autolib' et la région Ile-de-France devrait y participer afin de maintenir un maillage comme précédemment. Concernant les rapports de la CRC, le Syndicat a su prendre les décisions nécessaires alors que le délégataire ne fournit pas de documents, même aux magistrats de la CRC, et que les indemnités de résiliation demandées semblent excessives. Elle rappelle la mission du Syndicat d'encourager et développer la mobilité douce.

Frédéric Sitbon (Asnières-sur-Seine) remercie le Syndicat et la CRC pour l'excellent travail mené et salue l'action de la région qui accompagne la remise en service des bornes. La solution du retrofit est retenue afin de remettre en service les bornes avec le SIPPEREC ou le SIGEIF. Il fait le souhait que les bornes soient identiques et moins chères pour l'utilisateur.

Mohamed Houcini (Fontenay-aux-Roses) précise que l'important pour les bornes de recharge de véhicules électriques est de voir à long-terme et d'avoir une véritable cohérence pour l'utilisateur dans les abonnements électriques et les applications entre les territoires. Pour la relation du Syndicat avec l'ancien délégataire du service Autolib', si les traces écrites des différentes demandes et relances ont été faites, il n'est pas inquiet sur la démarche du Syndicat sur ce qui a été mis en place.

Bertrand-Pierre Galey (Grand Paris Seine Ouest) souhaite qu'on ne se méprenne pas sur son intervention. Il considère qu'il y a une solidarité des acteurs et bien que n'étant pas élu sous la précédente mandature pour représenter GPSO, ce qui s'est passé auparavant le concerne autant que quiconque. Il ne nie pas la difficulté pour obtenir justificatifs et pièces de la société Autolib' et ne prétend pas qu'il était possible pour le Syndicat de faire davantage. Il ne souhaite pas non plus qu'on puisse imaginer que les membres du Comité n'ont pas lu les parties les plus critiques des rapports envers le Syndicat. Avec son expérience, il sait bien que ces rapports peuvent être éloignés de la gestion au quotidien et fait valoir qu'il n'agit pas dans une démarche politique, mais de transparence.

Le Président indique qu'à la lecture des rapports, il souhaite avant tout remercier les élus qui l'ont précédé et ont pris des décisions difficiles qui sont validées aujourd'hui. Il défendra les intérêts des communes avec les arguments présentés par le Syndicat face à la société Autolib', tout en tenant compte des points à travailler. Il rappelle que les discussions statutaires vont être à mener ainsi que la représentation du Syndicat en lien avec la Métropole du Grand Paris et la région Ile-de-France. Il précise être convaincu de l'importance du Syndicat pour sa proximité et sa prise en compte des problèmes locaux.

Ghislaine Geffroy (Directrice du Syndicat) répond aux questions des élus.

Concernant les membres qui ont quitté le Syndicat sans être intégrés au paiement du contentieux, cela est dû à l'absence de station ou de service sur leur territoire.

L'usage des bornes Autolib' est possible pour les communes afin de les réparer en cas de dégradation si la convention de mise à disposition avec le Syndicat a été établie. Pour la gestion quotidienne, cela avantage les communes. Les bornes appartiennent à ce jour au Syndicat. La propriété des bornes sera transférée aux membres lorsque la Valeur Nette Comptable fera l'objet d'un accord avec la société Autolib' ou d'un jugement du tribunal administratif. Il est précisé que l'état des bornes a été établi à l'été 2018 lorsqu'elles ont été transférées au Syndicat et bien qu'elles soient en état de fonctionnement, l'informatique ne fait pas partie des biens de retour.

Elle rappelle les deux autres postes supplémentaires composant le contentieux avec la société Autolib' composant les frais de résiliation de la DSP : le coût de résiliation des contrats et l'indemnité de résiliation au délégataire. Les négociations qui ont duré plus d'une année n'ont pas permis de trouver d'accord avec la société Autolib'.

Geneviève Gaillabaud (La Garenne-Colombes) rappelle qu'un appel à provision annuel est effectué aux communes membres possédant des stations Autolib' et qu'il est important qu'elle soit mandatée par tous.

Ghislaine Geffroy (Directrice du Syndicat) explique qu'à l'ouverture du contentieux avec la société Autolib', il fut obligé d'en provisionner le risque. L'estimation de cette provision, pour laquelle la CRC n'a pas donné tort au Syndicat, est de 20 millions d'euros (face aux 235 millions d'euros demandés par la société Autolib'). Elle est lissée sur 5 ans avec l'accord des services de l'État, soit 4 millions d'euros appelés chaque année aux membres et répartis au nombre de stations Autolib'.

Le Syndicat n'a jamais remis en cause le principe de paiement de la VNC pour les biens de retour.

En l'absence d'intervention supplémentaire, **le Président** soumet la délibération aux membres.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

PREND ACTE de la communication du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes concernant l'examen des comptes et la gestion des exercices 2011 et suivants du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole, accompagné de la réponse écrite de la Présidente.

PREND ACTE de la tenue du débat portant sur le rapport.

DONNE tous pouvoirs au Président pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

- Communication du rapport définitif de la Chambre Régionale des Comptes relatif au contrôle des comptes et à la gestion des exercices 2011 et suivants de la société Autolib' (2020 27)

En l'absence d'intervention supplémentaire, **le Président** soumet la délibération aux membres.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

PREND ACTE de la communication du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes concernant l'examen des comptes et la gestion des exercices 2011 et suivants de la société Autolib'.

PREND ACTE de la tenue du débat portant sur le rapport.

DONNE tous pouvoirs au Président pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

4. Points divers

L'ordre du jour étant épuisé, le Président lève la séance à 11h30.

La Secrétaire de séance

Signé par Geneviève Gaillabaud
Le 14/12/2020



Geneviève Gaillabaud

Le Président,

Signé par Sylvain Raifaud
Le 14/12/2020



Sylvain Raifaud